

Brochure n° 3104

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 176. – INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**

ACCORD DU 19 NOVEMBRE 2015  
RELATIF AU TAUX DE COTISATION FRAIS DE SOINS DE SANTÉ  
DES ANCIENS SALARIÉS  
NOR : ASET1650003M  
IDCC : 176

Entre :

Le LEEM,

D'une part, et

L'UNSA ;

La FNIC CGT ;

La FCE CFDT ;

La FCMTE CFTC ;

La CFE-CGC chimie ;

La FNP LABM FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Cotisations contractuelles des garanties maladie-chirurgie-maternité au régime professionnel conventionnel (RPC) et au régime supplémentaire (RS) de frais de soins de santé des anciens salariés*

L'article 5.2 « Cotisations annuelles contractuelles » de l'accord collectif du 22 juin 2007 sur le régime frais de soins de santé des anciens salariés et le tableau des cotisations fixées pour l'année 2015 qui suit sont annulés et remplacés par les dispositions suivantes :

« 5.2. Cotisations annuelles contractuelles

La cotisation brute doit permettre l'équilibre global du régime. Elle est financée, d'une part, par un prélèvement sur la réserve de couverture des anciens salariés et, d'autre part, par une cotisation appelée auprès des adhérents.

Le montant prélevé sur la réserve de couverture est fixé par le comité paritaire de gestion, selon les dispositions de l'article 6.2, à 120 € par adhérent bénéficiaire de la réserve de couverture des anciens salariés.

La cotisation appelée auprès des anciens salariés est exprimée en pourcentage du plafond annuel de la sécurité sociale. Pour les anciens salariés, ce pourcentage varie en fonction de tranches de revenu de remplacement, tel que défini ci-dessous. Pour les autres adhérents, cette cotisation est forfaitaire, exprimée en pourcentage du plafond annuel de la sécurité sociale. S'ajoutent à cette cotisation des taxes, contributions ou cotisations sociales ou fiscales. Par conséquent, le montant des cotisations contractuelles au 1<sup>er</sup> janvier 2016 est :

<b>Cotisation 2016 TTC appelée (hors affiliés au régime local)</b>	<b>Revenu de remplacement</b>	<b>Régime professionnel conventionnel (RPC)</b>	<b>Régime supplémentaire (RS)</b>
<b>Pour chaque ancien salarié retraité bénéficiant de la réserve de couverture</b>	19 200 € ou moins	2,370% du PASS	0,740 % du PASS
	De 19 201 € à 24 000 €	2,530% du PASS	0,770 % du PASS
	De 24 001 € à 31 200 €	2,800% du PASS	0,840 % du PASS
	De 31 201 € à 38 400 €	3,270% du PASS	0,960 % du PASS
	De 38 401 € à 50 400 €	3,890% du PASS	1,120 % du PASS
	De 50 401 € et plus	4,660% du PASS	1,300 % du PASS
<b>Pour chaque ancien salarié retraité ne bénéficiant pas de la réserve de couverture</b>	19 200 € ou moins	2,722 % du PASS	0,740 % du PASS
	De 19 201 € à 24 000 €	2,882 % du PASS	0,770 % du PASS
	De 24 001 € à 31 200 €	3,152 % du PASS	0,840 % du PASS
	De 31 201 € à 38 400 €	3,622 % du PASS	0,960 % du PASS
	De 38 401 € à 50 400 €	4,242 % du PASS	1,120 % du PASS
	De 50 401 € et plus	5,012 % du PASS	1,300 % du PASS
<b>Pour chaque conjoint d'adhérent retraité ou veuf (ve) de l'adhérent</b>		3,410 % du PASS	0,930 % du PASS
<b>Pour chaque adhérent non retraité</b>		2,900 % du PASS	0,790 % du PASS
<b>Pour chaque conjoint d'adhérent non retraité ou veuf (ve) d'adhérent décédé en activité</b>		2,900 % du PASS	0,790 % du PASS
<b>Pour chaque enfant à charge (gratuité à partir du 4e enfant)</b>		1,450 % du PASS	0,410 % du PASS

Les cotisations contractuelles des adhérents affiliés au régime local de la sécurité sociale des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle sont les suivantes :

<b>Cotisation 2016 TTC appelée pour les affiliés au Régime Local</b>	<b>Revenu de remplacement</b>	<b>Régime professionnel conventionnel (RPC)</b>	<b>Régime supplémentaire (RS)</b>
<b>Pour chaque ancien salarié retraité bénéficiant de la réserve de couverture</b>	19 200 € ou moins	1,281% du PASS	0,740 % du PASS
	De 19 201 € à 24 000 €	1,377% du PASS	0,770 % du PASS
	De 24 001 € à 31 200 €	1,539% du PASS	0,840 % du PASS
	De 31 201 € à 38 400 €	1,821% du PASS	0,960 % du PASS
	De 38 401 € à 50 400 €	2,193% du PASS	1,120 % du PASS
	De 50 401 € et plus	2,655% du PASS	1,300 % du PASS
<b>Pour chaque ancien salarié retraité ne bénéficiant pas de la réserve de couverture</b>	19 200 € ou moins	1,633 % du PASS	0,740 % du PASS
	De 19 201 € à 24 000 €	1,729 % du PASS	0,770 % du PASS
	De 24 001 € à 31 200 €	1,891 % du PASS	0,840 % du PASS
	De 31 201 € à 38 400 €	2,173 % du PASS	0,960 % du PASS
	De 38 401 € à 50 400 €	2,545 % du PASS	1,120 % du PASS
	De 50 401 € et plus	3,007 % du PASS	1,300 % du PASS
<b>Pour chaque conjoint d'adhérent retraité ou veuf (ve) de l'adhérent</b>		2,046 % du PASS	0,930 % du PASS
<b>Pour chaque adhérent non retraité</b>		1,740 % du PASS	0,790 % du PASS
<b>Pour chaque conjoint d'adhérent non retraité ou veuf (ve) d'adhérent décédé en activité</b>		1,740 % du PASS	0,790 % du PASS
<b>Pour chaque enfant à charge (gratuité à partir du 4e enfant)</b>		0,870 % du PASS	0,410 % du PASS

Le revenu de remplacement est déterminé en fonction du revenu "traitements, salaires, prime pour l'emploi, pensions et rentes" figurant sur l'avis d'imposition dès lors qu'une année complète figure sur cet avis.

Lorsque l'ancien salarié ne fournit pas à l'assureur le justificatif du montant de son revenu net de remplacement, c'est la cotisation la plus élevée qui s'applique. »

## **Article 2**

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, tant pour les participants retraités déjà affiliés au 31 décembre 2015 que pour ceux qui s'affilieraient au régime facultatif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### **Article 3**

#### *Dépôt. – Publicité*

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en deux exemplaires aux services centraux du ministre chargé du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

### **Article 4**

#### *Extension*

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 19 novembre 2015.

(Suivent les signatures.)